

Chapitre I

La construction d'un objet historique (XVI^e-XXI^e siècles)

I. Un objet historique lentement émergent

Les paysans n'ont pas de tout temps, loin s'en faut, intéressé les historiens. Leur apparition sur le devant de la scène historiographique ne remonte guère plus haut que le XIX^e siècle. Il n'en va pas de même, en revanche, du « milieu naturel », perçu tour à tour comme le creuset possible des mœurs, des civilisations, voire des nations.

1. Le primat de la nature

Si les tendances historiographiques de l'époque moderne ont généralement laissé à l'écart campagnes et paysans, il est un courant de la méthode historique, hérité de l'Antiquité grecque, dont l'objet se révèle, cependant, très proche de notre propos et dans lequel on peut légitimement chercher les prémices de l'histoire rurale. L'intérêt pour les facteurs climatiques et géographiques, et le rôle qu'ils ont pu jouer dans l'évolution de l'histoire de l'homme, se trouve, en effet, au cœur de la démarche adoptée par les savants humanistes, tel Jean Bodin, dans la seconde moitié du XVI^e siècle. Se référant implicitement, dans sa *Méthode*, à Ptolémée et Polybe, celui-ci place la nature au centre des manifestations de la Providence divine. La géographie et le climat servent de cadre au forgeage des mœurs, aux actions humaines et aux événements, en même temps qu'ils permettent à l'homme de lettres de porter un jugement sur leur vraisemblance.

Ainsi naît un courant historiographique « naturaliste » que l'on retrouve, au XIX^e siècle, en la personne du philosophe et historien Hippolyte Taine (1828-1893). L'idée selon laquelle l'équilibre entre l'homme et la nature a été rompu par les progrès de la civilisation urbaine n'est certes pas nouvelle à l'époque ; elle se traduit, cependant, pour la première fois en termes politiques au lendemain de la Révolution française. Elle engendre alors à la fois des projets visant à transformer les pratiques agricoles, pour garantir prospérité des campagnes et harmonie des paysages, ainsi qu'une tendance historiographique idéalisant la société rurale traditionnelle. Car les transformations du paysage rural et, plus généralement, de l'environnement liées à l'essor du machinisme conduisent certains penseurs, tels Jules Michelet ou Victor Hugo, à regretter le temps où l'homme n'était pas censé être mû par l'esprit de profit et où le « patrimoine naturel », pour employer une expression très actuelle, était préservé par une économie respectueuse de l'environnement. Ceci se traduit, sur le plan historiographique, par deux mythes qui ont fait long feu depuis lors : celui, d'une part, de la forêt envahissante censée avoir constitué le principal cadre de vie des populations du haut Moyen Âge, et, d'autre part, celui d'une économie médiévale pré-communale idéalement fondée sur le troc et les productions agricoles. La première idée place la nature, au sens propre du terme (animaux, plantes et milieux non cultivés), comme ayant dominé la culture au Moyen Âge. Dans un cas comme dans l'autre, en outre, les campagnes médiévales apparaissent, aux yeux des hommes du XIX^e siècle, comme le conservatoire d'une société traditionnelle, longtemps laissée à l'écart de toute évolution. Elles ont pu également être perçues comme le berceau d'une civilisation idéale, originelle, sous la plume, par exemple, de l'historien allemand Karl Lamprecht auteur du concept de « *Wirtschaftsgeschichte* », centré sur les formes de la production agricole et l'organisation communautaire du monde rural altomédiéval.

L'historiographie de langue allemande a d'ailleurs d'abondance utilisé le thème des campagnes médiévales et de la nature comme cadre à la construction de mythes nationaux. En opposition à la civilisation antique urbaine des pays du sud de l'Europe, il se développe en effet un sentiment de « fierté rurale », si l'on peut dire, dans les régions germaniques dès l'époque moderne. Ainsi en va-t-il de la Suisse, par exemple, avec les ouvrages de l'homme de lettres et de sciences Johan-Jakob Scheuchzer (1672-1733). Dans son *Histoire naturelle de la Suisse*, parue en 1716, discours scientifique et sentiment patriotique concourent à définir le milieu naturel alpin comme le cadre privilégié de l'exercice du destin du pays, noué par le pacte de Rütli, en 1291, signé entre les quatre cantons ruraux qui allaient conduire à l'indépendance, acquise en 1499, face à la domination du Saint Empire romain germanique. Ce sont également, et par la même occasion, les traits de l'*homo alpinus helveticus* qui se dégagent alors, faits de simplicité rustique, de force physique et d'honnêteté, le fruit d'un paysage originel spécifique (J. Mathieu, S. Boscani-Leoni (dir), *Les Alpes ! Pour une histoire de la perception européenne depuis la Renaissance*, Berne, 2005).

2. Les paysans, acteurs de l'Histoire ?

La onzième leçon que professa Jules Michelet au Collège de France en mars 1843, sur le sujet général de « la vraie vie au Moyen Âge », avait pour thème « l'asservissement de la campagne à la féodalité ». Elle était suivie d'un cours portant sur les villes comme lieux de refuge. Cet ensemble s'intégrait à une réflexion plus globale sur « les progrès du peuple ». La démarche adoptée par Jules Michelet traduit ainsi parfaitement l'attitude prise par la plupart des historiens du XIX^e siècle à l'égard des paysans de l'époque médiévale : traquant l'apparition du Peuple dans l'Histoire et l'essor des libertés ayant conduit à la Révolution, le Moyen Âge (à la fois le haut Moyen Âge et l'époque féodale) apparaît alors, aux yeux du grand historien, comme dominé par une équation, que l'essor des villes viendra mettre en péril,

établie entre le travail de la terre et la féodalité. Car la seigneurie, cadre de vie et d'asservissement de la population paysanne, ne peut aller de pair, selon lui, qu'avec l'essor démographique et la mise en place de la féodalité entendue comme l'ensemble des droits régissant l'autorité seigneuriale, c'est-à-dire le sens que l'on donnera à ce terme à partir du XVIII^e siècle. À l'autre bout du spectre idéologique, voici le Moyen Âge de Fustel de Coulanges, qui, bien qu'étant présenté comme un temps d'harmonie, n'en demeure pas moins figé dans le tableau d'une hiérarchie « féodale » des catégories sociales. Et qui dit seigneurie dit servage, sans nuance, un statut indifféremment appliqué à l'ensemble de la population paysanne soumise au joug seigneurial. On sait les extrémités intellectuelles auxquelles ce genre de considération a pu conduire, telle l'invention du mythique « droit de cuissage ». Cependant, le véritable moteur de l'Histoire et les origines vraies du Tiers-État ne peuvent se trouver, pour la plupart des historiens du XIX^e siècle, que dans les villes et les libertés acquises contre les seigneurs féodaux par la bourgeoisie des XII^e-XIII^e siècles. Les habitants des campagnes, dès lors, ne peuvent qu'envier les citadins et l'esprit de la ville insuffler le progrès. On demeure quelque peu surpris de retrouver aujourd'hui encore, dans les propos rapportés d'un grand médiéviste contemporain, recueillis par un hebdomadaire grand public, l'idée selon laquelle la ville et les franchises acquises par les premières chartes de communes auraient été un facteur de démocratie ! (entrevue donnée par Jacques Le Goff au magazine *Le Point*, décembre 2004) C'est oublier un peu vite le mouvement des chartes rurales, concomitant bien souvent des libertés urbaines.

■ ■ II. L'espace rural médiéval... depuis le XX^e siècle

1. Le paysage et l'environnement végétal

À partir des années 1920, les médiévistes ruralistes vont infléchir la voie du « naturalisme » en empruntant méthodes et concepts à

d'autres sciences humaines alors en gestation, telles la géographie et la sociologie. La nature et, plus précisément, l'espace rural sont alors considérés comme le cadre d'expression du progrès, traduit préférentiellement en termes de croissance agricole et d'élargissement des terroirs au cours du Moyen Âge central. Liant fortement environnement et action de l'homme, milieu naturel et organisation sociale, toute une génération d'historiens, de Marc Bloch à Charles Higounet, appréhende l'espace rural médiéval d'un œil neuf, mais non exempt d'idéologie. Le vocabulaire fourni par la géographie, en particulier, permet une approche souvent fine, mais très impressionniste aussi, comme en témoigne l'usage du terme « paysage » que ces auteurs emploient souvent à la manière des peintres-paysagistes, comme un élément de décor naturel modelé par les données physiques.

Il faut attendre les dernières décennies du XX^e siècle pour que les sciences paléoenvironnementales autorisent un nouveau tournant épistémologique. Les données des fouilles archéologiques en milieu rural focalisent, en effet, désormais l'attention sur des sites non habités bien qu'anthropophysés. L'utilisation de techniques de pointe, empruntées aux sciences naturelles, a dessiné, depuis les années 1990, une nouvelle forme d'archéologie – l'archéologie du paysage – dont l'objet consiste à restituer le « contexte paysager » dans lequel se sont inscrites les actions humaines, ainsi qu'à évaluer l'impact de la présence de l'homme (et des dégradations qu'elle entraîne) sur le milieu, par l'analyse croisée des données textuelles (cartulaires, traités d'agronomie, censiers et terriers), des restes végétaux et animaux (anthracologie, palynologie et carpologie, archéozoologie) ainsi que des vestiges anthropiques (traces de foyers...). Ces méthodes offrent une vision neuve en même temps qu'elles constituent une révolution tellurique de la manière de concevoir l'espace rural médiéval, proche des préoccupations et méthodes contemporaines de l'écologie. Elles portent, à l'heure actuelle, préférentiellement sur les espaces incultes, en étroite symbiose économique avec les lieux habités, ainsi que sur

les milieux extrêmes tels ceux de la haute montagne. Certains archéologues n'hésitent d'ailleurs plus à bouleverser méthodes et concepts pour abolir les frontières – pas toujours artificielles cependant – entre les périodes et faire accéder le site de fouilles au rang plein et entier de source historique. Refusant la subordination des données matérielles aux textes, à laquelle les historiens sont accusés de succomber trop souvent, ceux-ci ont inventé une nouvelle science, l'archéogéographie, qui bien qu'encore au berceau se pose comme force de renouveau total de l'approche des espaces ruraux historiques.

2. Terroirs et formes de l'habitat

Le monde rural envisagé comme un espace structuré et organisé par les formes du peuplement et les modes juridiques et économiques de production caractérise les études rurales médiévales à partir des années 1970.

Depuis lors, il s'est agi de déterminer quelles pouvaient être les dynamiques à l'œuvre dans la mise en place et l'évolution des structures territoriales. La thèse de Pierre Toubert, portant sur le *Latium* entre le IX^e siècle et le XI^e siècle, mit la première l'accent sur le rôle du pouvoir seigneurial dans l'aménagement du territoire, par le biais du concept d'*incastellamento* forgé par cet auteur. Dans le sud de l'Europe, le monde seigneurial semblait avoir pris l'initiative, à partir du X^e siècle, d'encadrer la population paysanne en même temps que de contrôler le territoire par la contrainte et la mise en place des *castra*, villages fortifiés et perchés. Face à ce concept, qui ne paraissait pas opératoire partout ni rendre compte de situations souvent complexes, émerge, dans les années 1980, l'idée d'« encellulement », défendue par Robert Fossier. Reprenant la notion de polarisation de l'espace à l'œuvre dans l'*incastellamento*, elle substitue au château seigneurial l'église paroissiale et met l'accent sur l'organisation collective des villageois ainsi que sur le réseau viaire inhérent à la polarisation des terroirs. Les études les plus récentes, telles celles portant sur le Rous-

sillon ou le Languedoc, ont pu montrer que loin de s'opposer, ces deux modèles se rencontrent souvent de façon concomitante dans une même région. À l'heure actuelle, la réflexion porte plutôt sur la chronologie du phénomène de concentration de l'habitat : si l'*incastellamento* naît, sans doute, dès la fin du VIII^e siècle, l'encellulement, que Robert Fossier faisait correspondre avec le XI^e siècle, marque son apogée, quant à lui, vraisemblablement plus avant, dans le courant du XII^e siècle seulement.

III. Les travailleurs de la terre

1. Karl Marx et ses héritiers

La philosophie politique marxiste appliquée au domaine historique va donner un tour nouveau, dès la fin du XIX^e siècle, à l'histoire rurale. Dans le processus dialectique – ou matérialisme historique – adopté par Karl Marx pour rendre compte de l'évolution de la lutte des classes au cours des âges, le Moyen Âge correspond, en effet, à un mode de production essentiellement agricole, qui détermine un système économique et social dit « féodal ». La seigneurie, cadre fondamental de l'exercice des rapports de pouvoir entre la noblesse rentière et les paysans pourvoyeurs de richesse par leur travail, apparaît comme le mode dominant des relations de production et d'exploitation du travail paysan par le biais du servage. La relation d'autorité exprimée par le lien servile explique également, aux yeux des historiens marxistes, le faible taux de productivité qu'aurait connu l'agriculture médiévale, les seigneurs préférant ponctionner le travail plutôt que d'encourager l'essor des progrès technologiques.

La société « féodale » aurait, ainsi, vu sa dynamique définie par l'opposition structurelle entre deux classes : les seigneurs et les paysans. À l'intérieur de cette structure, les rapports sociaux ne peuvent, dans ces conditions, qu'être des rapports de force et de domination qui conduisent inéluctablement au conflit.

À partir des années 1960, sous la plume d'historiens anglo-saxons (R. Brenner), soviétiques (A. Kominsky) et français (G. Bois), le matérialisme historique appliqué au champ de l'histoire médiévale se modèle en un concept nouveau : le féodalisme. Il s'agissait, par ce néologisme, de rendre compte en une vision systémique des apports de l'analyse marxiste à l'histoire de la seigneurie. Mettant l'accent sur la rente et les enjeux sociaux et politiques qu'elle focalise, le terme traduit, en effet, un certain mode économique fondé sur le partage inégal de la production entre propriétaires et travailleurs. Le mode d'exploitation du travail devient, suivant cette logique, plus politique qu'économique et, *a fortiori*, éloigné des lois du marché. Il dépend des relations établies à l'intérieur de la seigneurie ainsi que de l'intensité avec laquelle les seigneurs imposent leur pouvoir. À terme, ce système contient les germes de sa propre crise, dont on voit les prémices apparaître dès les dernières décennies du XIII^e siècle. Il implique également que l'état économique de la population paysanne demeure faible, voire misérable, dans la plupart des cas, ce qui ne lui aurait pas permis, aux deux derniers siècles du Moyen Âge, de supporter l'essor des exigences seigneuriales. Récemment, Guy Bois a donné une vision plus précise et complexe de cette notion en réintroduisant dans l'équation le facteur monétaire. Pour lui, le « système monétarisé de production », fondé sur l'impulsion donnée par la seigneurie à la circulation de la monnaie dans les campagnes, caractérise l'Europe entre le XI^e siècle et le XIV^e siècle.

2. La « société féodale »

Dans *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, ouvrage paru en 1931, Marc Bloch jette les bases d'une nouvelle conception de la seigneurie, dont Georges Duby, entre autres, sera l'héritier. Ses idées seront ensuite développées dans ce qui demeure son œuvre maîtresse : *La société féodale*, publiée en 1939-1940. Plaçant au cœur de sa réflexion la dialectique nouée entre propriété de la terre, emprise